



**MINISTÈRE
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Numéro de consultation : DGITM-DTFFP-23-2025

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124 2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

Article 1 - Dispositions relatives à l'accord-cadre	4
1.1 Acheteur	4
1.2 Titulaire	5
Article 2 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre	5
2.1 Contexte et objet de l'accord-cadre	5
2.2 Allotissement	5
2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre	6
2.4 Durée de l'accord-cadre	6
2.5 Lieu d'exécution	6
2.6 Documents contractuels	7
2.7 Marchés de prestations similaires	7
2.8 Considérations sociales	7
2.9 Considérations environnementales	7
Article 3 - Conditions d'exécution de l'accord-cadre	8
3.1 Emission et exécution des bons de commande	8
3.2 Représentation des parties	9
3.2.1 Représentation de l'acheteur	9
3.2.2 Représentation du titulaire, composition de l'équipe et remplacement des intervenants	10
3.3 Pilotage des prestations	10
3.4 Composition de l'équipe d'interprétation	11
3.5 Moyens techniques et matériels	11
3.6 Exigences relatives aux prestations	12
3.7 Constatation de l'exécution des prestations et admission	12
3.7.1 Contrôle	12
3.7.2 Opérations de vérification	12
3.7.3 Décision après vérifications	12
3.8 Obligations des titulaires	12
3.8.1 Obligation de conseil	12
3.8.2 Obligation d'information	12
3.9 Confidentialité et secret des affaires	12
3.10 Mesures de sécurité	13
3.11 Responsabilité du titulaire	13
3.12 Conflit d'intérêts	13
3.13 Garanties	13
3.14 Clause de réexamen	13
3.15 Primes	14
3.16 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	14
Article 4 - Régime financier	14
4.1 Forme et contenu des prix	14
4.2 Variation des prix	15

4.3	Clause de sauvegarde.....	15
4.4	Avances	16
4.5	Modalités financières.....	16
4.5.1	Répartition des paiements et suivi financier	16
4.5.2	Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)	16
4.5.3	Intérêts moratoires	17
4.6	Modalités de facturation.....	17
4.6.1	Mentions obligatoires	18
4.6.2	Taux de TVA	18
4.6.3	Monnaies.....	18
4.7	Transmission des factures	18
Article 5 - Pénalités		19
5.1	Pénalités de retard dans l'exécution des prestations.....	19
5.2	Pénalités liées aux considérations environnementales	20
Article 6 - Régime des droits de propriété intellectuelle		20
Article 7 - Clauses techniques		20
7.1	Lot n°1 : Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif : Français-anglais	20
7.1.1	Contexte	20
7.1.2	Définition des missions	20
7.2	Lot n°2 : Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif : Français-italien	22
7.2.1	Contexte.....	22
7.2.2	Définitions des missions.....	22
Article 8 - Dispositions diverses.....		22
8.1	Sous-traitance	22
8.2	Assurances	23
8.3	Autres obligations administratives	23
8.4	Changement affectant le titulaire.....	24
8.5	Résiliation.....	24
8.6	L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR.....	24
8.7	Différends.....	25
8.8	Litiges et contentieux.....	25
Article 9 - Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles		26
Article 10 - Dérogations au CCAG-FCS.....		27

Article 1 - Dispositions relatives à l'accord-cadre

1.1 Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère des Transports Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités Direction des transports ferroviaires et fluviaux et des ports
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia 1 place Carpeaux 92055 LA DÉFENSE CEDEX
Personne représentant le pouvoir adjudicateur pour le SGTM (lot 1)	Patricia Moutafian Delcourt Secrétaire générale au Tunnel sous la Manche Ou son représentant
Personne représentant le pouvoir adjudicateur pour le SFC4 (lot 2)	Floriane Torchin Directrice des transports ferroviaires et fluviaux et des ports Ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Pour le lot 1 : Madame Mathilde Tamayo Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités Direction des Transports ferroviaires et fluviaux et des Ports Sous-Direction des systèmes ferroviaires et guidés (SFG) Bureau des tunnels ferroviaires transfrontaliers (SFG3) Pour le lot 2 : Madame Virginie Da-Silva Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités Direction des Transports ferroviaires et fluviaux et des Ports Bureau du fret ferroviaire et du transport combiné (SFC4)
Courriel	Pour le lot 1 : mathilde.tamayo@developpement-durable.gouv.fr Pour lot 2 : sfc4.dtffp.dgitm@developpement-durable.gouv.fr

1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-FCS est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

Article 2 - Caractéristiques principales de l'accord-cadre

2.1 Contexte et objet de l'accord-cadre

Le marché a pour objet la fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif :

- En anglais et en français pour les réunions binationales du Tunnel sous la Manche : CIG, CS, Comité binational de sûreté (CBS) et Comité binational économique, groupes de travail (environ 25 réunions par an), ainsi que la fourniture d'un matériel d'interprétariat ;
- En italien et en français pour accompagner le bureau SFC4 dans l'accomplissement de ses missions (environ 5 réunions par an).

Contexte quant au lot n°1 du marché

Dans le cadre de ses missions, le secrétariat général au tunnel sous la Manche (SGTM), dont les agents appartiennent au bureau des tunnels ferroviaires transfrontaliers de la DGITM (SFG3), est chargé de coordonner les activités des délégations françaises à la Commission intergouvernemental (CIG), au Comité de sécurité (CS) et autres groupes de travail binationaux dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de concession quadripartite pour la construction et l'exploitation du tunnel sous la Manche signé conformément au Traité de Cantorbéry. Toutes les réunions se tiennent dans les deux langues et le service d'interprétation est fourni pour moitié par le SGTM et pour moitié par le secrétariat de la délégation britannique à la CIG. Le présent marché porte sur la seule partie de ces prestations dont l'organisation incombe au SGTM.

Contexte quant au lot n°2 du marché

Par ailleurs, le 9 octobre 2009, la France et l'Italie ont signé un accord international définissant les modalités de mise en œuvre du service franco-italien d'Autoroute ferroviaire Alpine. Des échanges réguliers avec l'Italie ont ainsi lieu dans ce cadre et nécessitent des services d'interprétariat Français – Italien.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale : 79540000 : Services d'interprétation

2.2 Allotissement

L'accord cadre comporte 2 lots :

Le premier lot concerne le service d'interprétariat simultané ou consécutif français-anglais.

Le deuxième lot concerne le service d'interprétariat simultané ou consécutif français-italien.

Un candidat peut candidater à un ou à plusieurs lots.

Le présent CCP est commun à l'ensemble des lots.

2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre comporte 2 lots. Chaque lot de l'accord cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum.

Les montants maximums des différents lots sont répartis comme il suit :

Lot 1 : Service d'interprétariat simultané ou consécutif français-anglais :

Montant maximum : 128 000€ HT

Lot 2 : Service d'interprétariat simultané ou consécutif français-italien.

Montant maximum : 25 000€ HT

Chaque lot du présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque son montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur indépendamment des autres lots.

Les prestations de chaque lot sont commandées par le biais de bons de commande, émis selon les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois chacune. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

La non reconduction est adressée au titulaire du ou des lot(s) de l'accord-cadre par lettre recommandée avec avis de réception un (1) mois avant la fin de la période de 12 mois en cours

Le pouvoir adjudicateur peut dénoncer le présent accord-cadre, ou chacun de ses lots séparément, par notification formelle au titulaire du ou des lots, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un délai de préavis d'un (1) mois.

2.5 Lieu d'exécution

Les prestations sont essentiellement réalisées :

Pour le lot 1 :

- En France : dans les bureaux du RPA à La Défense, à Paris (Ile-de-France) et à Calais ou Coquelles (Pas-de-Calais),
- Au Royaume-Uni : Londres, Folkestone,
- En Belgique (Bruxelles),
- Par visioconférence (principalement via Zoom, Teams et pont audio).

Pour le lot 2 :

- Par visioconférence (principalement via Zoom, Teams) : le lien de connexion et les canaux d'interprétariat pour chaque réunion seront fournis par le titulaire à l'acheteur.

2.6 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- Les actes d'engagement (AE n°1 pour le lot 1 et AE n°2 pour le lot 2) complétés, datés et signés par une personne habilitée à engager l'entreprise et leurs annexes financières correspondantes : les bordereaux des prix unitaires (BPU n°1 pour le lot n°1, BPU n°2 pour le lot n°2) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence, les pièces du marché prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

2.7 Marchés de prestations similaires

Sans objet.

2.8 Considérations sociales

Le présent accord-cadre à 2 lots juridiques chacun mono-attributaire ne comprend pas de considérations sociales.

En revanche, les attributaires de chaque lot juridique seront amenés à compléter le questionnaire relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et à la prévention de la discrimination et à le retourner à l'acheteur.

Les dispositions relatives à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination sont définies au préambule du règlement de la consultation (RC).

Il est précisé que l'intégration du questionnaire n'a aucun impact sur le déroulement de la procédure. En particulier, il n'a aucune incidence sur le choix de l'attributaire du lot concerné ou sur l'exécution de l'accord-cadre à 3 lots juridiques selon le lot concerné.

2.9 Considérations environnementales

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après la notification du marché.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, la

communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre. Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants concernés) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

Clause relative au partage de documents

La production des livrables produit par le titulaire est mise à la disposition de l'acheteur par le moyen le plus « propre » possible : format dématérialisé, compressé au maximum, espace de travail collaboratif, si impression obligatoire garantie de l'usage de papiers recyclé ou éco-labellisé, etc.

Clause relative aux déplacements

Les déplacements du titulaire prévus pour les prestations doivent privilégier le recours aux transports en commun. Le choix des lieux de réunion proposé par le titulaire sont accessibles en transports en commun.

Clause sobriété numérique

Il est demandé au titulaire d'appliquer la Politique « Green IT » de démarche continue de réduction des impacts provoqués par l'utilisation des technologies numériques (notamment gestion des courriels raisonnée, recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché) et de former l'équipe dédiée à l'exécution des prestations sur le sujet.

Article 3 - Conditions d'exécution de l'accord-cadre

3.1 Emission et exécution des bons de commande

Les différentes prestations de la mission définies au présent CCP sont commandées au titulaire par bons de commande.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations de chaque lot est la notification de chaque bon de commande. Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans chaque bon de commande.

Les bons de commande établis par la personne publique sont notifiés au titulaire par écrit sous forme de courrier électronique. Le titulaire dispose d'un délai maximal de deux jours ouvrés pour en accuser réception par écrit sous forme de courrier électronique. Dès réception du bon de commande, le titulaire fournit le nom

et curriculum vitae du ou des interprète(s) proposé(s) pour l'évènement qui va avoir lieu.

Le titulaire s'engage dès réception de la commande à indiquer au pouvoir adjudicateur, s'il en fait la demande, le nom des interprètes présents (ou le nom de l'interprète présent) à la réunion (ou aux réunions). Il communique cette information accompagnée d'un devis par mail à l'adresse électronique :

- tunnelmanche@developpement-durable.gouv.fr pour le lot 1,
- sfc4.dtffp.dgitm@developpement-durable.gouv.fr pour le lot 2.

Le bon de commande indique nécessairement :

- La date d'émission,
- Les références du marché,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro et la référence de la commande,
- Les unités commandées en référence au bordereau des prix,
- Les quantités commandées,
- Le prix unitaire en référence au bordereau des prix,
- Le montant total de la commande toutes taxes comprises,
- Les délais d'intervention,
- L'adresse complète ou les adresses complètes de livraison,
- L'adresse de facturation,
- La signature de la personne habilitée.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas d'annulation de commande dans un délai supérieur ou égal à 8 jours calendaires avant la date de la prestation, le prestataire ne peut prétendre à aucune indemnité. Dans le cas où cette annulation intervient moins de 8 jours calendaires avant la date de la prestation, le prestataire peut prétendre au paiement de la totalité du montant de la prestation annulée figurant sur le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

3.2 Représentation des parties

3.2.1 *Représentation de l'acheteur*

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

3.2.2 Représentation du titulaire, composition de l'équipe et remplacement des intervenants

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

3.3 Pilotage des prestations

Pour le lot 1, dans la semaine suivant la notification de l'accord-cadre, une réunion de pilotage/cadrage est organisée avec le titulaire du lot.

Les modalités de réunions faisant l'objet d'interprétariat sont les suivantes :

- Les réunions peuvent avoir lieu dans l'un des lieux indiqués à l'article 2-5 du présent marché ;
- Dès validation du devis par l'acheteur, celui-ci fournit au prestataire les indications (adresse et horaires) de la réunion. Lorsque la réunion est tenue par visioconférence, l'acheteur communique au prestataire les liens nécessaires à la connexion à la réunion ;
- Le nombre des participants à ces réunions varie entre 10 et 40 personnes ;
- Est considérée comme vacation d'une journée complète toute réunion ou ensemble de réunions d'une durée supérieure à 1 heure 30 sans excéder la durée de 7 heures (pauses comprises) qui sont tenues au cours de la même journée, quelles que soient les heures de début et de fin et quel que soit l'endroit ;
- Si deux réunions se tiennent au même endroit ou en visioconférence, le même jour, l'une le matin et l'autre l'après-midi, et ce, quel que soit le nombre de participants, le titulaire facture une vacation d'une journée complète ;
- Le calendrier prévisionnel des réunions élaboré est transmis au titulaire dès que le SGTM en a connaissance, afin que ce dernier puisse s'organiser. Toutefois, des réunions additionnelles peuvent être organisées et se greffer au calendrier initialement prévu. Dans ce cas-là, le SGTM s'engage à en informer sans tarder le titulaire du marché qui doit tout mettre en œuvre pour honorer la prestation ;
- Pour l'exécution des prestations, le titulaire doit faire preuve de toute la disponibilité nécessaire pour assister la personne publique. Le titulaire s'engage à participer à toute réunion à la demande de la personne publique et à répondre très rapidement à toute demande ponctuelle ;
- Lorsque le contenu des réunions l'exige, le titulaire doit être en mesure de mettre à la disposition du ministère des Transports, des interprètes disposant de l'habilitation « Secret ». A défaut de disposer d'une telle habilitation, le titulaire doit s'engager à en faire la demande dans les meilleurs délais auprès de la préfecture compétente.

Une réunion de restitution est organisée une fois par an afin.

Pour le lot 2, dans les deux mois suivant la notification de l'accord-cadre, une réunion de pilotage/cadrage est organisée avec le titulaire du lot.

Les modalités de réunions faisant l'objet d'interprétariat sont les suivantes :

- Les réunions ont principalement lieu en visioconférence, comme indiqué à l'article 2-5 du présent marché ;
- Dès validation du devis par l'acheteur, celui-ci fournit au prestataire les indications (jour et horaires) de la réunion. Le titulaire fournit alors un lien de visioconférence (préférentiellement teams ou zoom) avec les canaux d'interprétariat associés. L'acheteur est chargé de fournir le lien aux autres participants ;
- Le nombre des participants à ces réunions est d'environ 10 personnes ;

- La durée des réunions varie en moyenne de 1 à 2 heures ;
- Les réunions ne font pas l'objet d'un calendrier prévisionnel préétabli. L'acheteur s'engage à informer le plus tôt possible le titulaire du marché de la date d'une réunion ;
- Pour l'exécution des prestations, le titulaire doit faire preuve de toute la disponibilité nécessaire pour assister la personne publique. Le titulaire s'engage à participer à toute réunion à la demande de la personne publique ;
- Le lien de connexion et les canaux d'interprétariat devront être fournis au plus tard 24 heures avant le début de la réunion programmée ;
- Lorsque le contenu des réunions l'exige, le titulaire doit être en mesure de mettre à la disposition du ministère des Transports, des interprètes disposant de l'habilitation « Secret ». A défaut de disposer d'une telle habilitation, le titulaire doit s'engager à en faire la demande dans les meilleurs délais auprès de la préfecture compétente.

3.4 Composition de l'équipe d'interprétation

Pour l'ensemble des lots, le titulaire se doit de proposer une équipe d'interprètes composée selon les caractéristiques suivantes :

- Les profils proposés doivent être issus de formations universitaires diplômantes reconnues ;
- Une adéquation des profils des interprètes au regard des caractéristiques et de l'importance de la manifestation ou de la réunion, souvent sensibles, qui doivent porter la voix du gouvernement français à l'international au plus haut niveau.
- Une grande maîtrise des problématiques liées au transport ferroviaire et de bonnes connaissances du vocabulaire juridique ;
- Un nombre suffisant d'interprètes pour chaque combinaison de langues afin de pouvoir faire preuve d'une grande réactivité. Les profils proposés pour les langues à interpréter doivent à minima posséder une grande richesse de vocabulaire et une maîtrise parfaite de la langue à interpréter, sans pour autant qu'il s'agisse nécessairement de leur langue maternelle.

Les échanges entre la personne publique bénéficiaire du marché, et le titulaire se feront de façon dématérialisée d'un commun accord.

À la demande du bénéficiaire, le titulaire présente les CV des interprètes qu'il lui assigne par langue. Si, le bénéficiaire rencontre des difficultés ou n'est pas satisfait d'un interprète, il peut exiger son remplacement immédiat.

En aucun cas le remplacement de l'interprète ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

3.5 Moyens techniques et matériels

Pour le lot 1, le matériel d'interprétariat est en principe, fourni par le SGTM. Dans le cas où il ne peut pas être fourni par le pouvoir adjudicateur, le titulaire doit être en mesure de proposer le matériel requis pour exécuter la prestation.

Pour le lot 2, le matériel d'interprétariat, le lien de connexion de la visioconférence et les canaux d'interprétariat doivent être fournis par le titulaire.

3.6 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution du marché et à la réalisation des prestations. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel. Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- Au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même à lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie. Il est interdit à tout personnel du titulaire de pénétrer dans les espaces ou locaux qui n'exigent pas son intervention.

3.7 Constatation de l'exécution des prestations et admission

3.7.1 *Contrôle*

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

3.7.2 *Opérations de vérification*

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

3.7.3 *Décision après vérifications*

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

3.8 Obligations des titulaires

3.8.1 *Obligation de conseil*

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ces obligations contractuelles.

3.8.2 *Obligation d'information*

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

3.9 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire du présent marché a une obligation de discrétion, de sécurité et de secret. Par conséquent, le titulaire du marché et les partenaires avec lesquels il s'est associé éventuellement pour la réalisation de cette prestation s'obligent à observer une stricte confidentialité sur tous les éléments d'information qui leur sont remis par la personne publique. Le titulaire et ses personnels s'engagent à ne pas diffuser et à ne faire état d'aucune information qui leur aurait été communiquée ou qu'ils auraient apprise sans accord express du RPA. Seule la personne publique peut décider de la communication de ces éléments.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

3.10 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et selon les besoins :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Un outil garantissant la confidentialité dans la transmission des données sensibles.

3.11 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens leur permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

3.12 Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

La non déclaration comme la survenance d'une situation de conflit d'intérêts, en cours d'exécution, peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre (cf. article « Résiliation »)

3.13 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG-PI.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

3.14 Clause de réexamen

Sans objet.

3.15 Primes

Sans objet.

3.16 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant peut exécuter toutes les tâches.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement ou d'un co-traitant, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le co-contractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Sous-traitance

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

-Participation aux réunions est considérée comme une tâche essentielle et doit être exécutée par le titulaire et ne peut faire l'objet de sous-traitance

Article 4 - Régime financier

4.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaires tels que mentionnés dans les bordereaux des prix unitaires (BPU n°1 pour le lot n°1 et BPU n°2 pour le lot n°2), annexes financières des actes d'engagement AE n°1 pour le lot n°1 et AE n°2 pour le lot n°2.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais incluant taxes et sujétions liés à la bonne exécution des prestations, y compris et sans que cette liste ne soit exhaustive : les frais de déplacement, d'hébergement, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre, les réunions (préparation, participation et comptes rendus), la rédaction des livrables et toutes sujétions afférentes.

Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans le présent CCP.

4.2 Variation des prix

Les prix du présent accord-cadre sont fermes.

Les prestations ne font pas l'objet de variation des prix.

4.3 Clause de sauvegarde

Sans objet.

4.4 Avances

En application des articles R.2191-3 à R.2191-11 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance lorsque les bons de commande émis dans le cadre du marché respectent les deux conditions suivantes (conditions cumulatives) :

- Montant supérieur à 50 000 € HT
- Durée d'exécution supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises., du montant initial du bon de commande TTC sur la part de chaque commanditaire.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant TTC du bon de commande.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Pour le sous-traitant admis au paiement direct, le remboursement de son avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article R. 2191-11 (article R. 2193-20 du CCP). De la même manière, dans ce cas le remboursement débute lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint 65 % du montant TTC de sa part du marché.

4.5 Modalités financières

4.5.1 Répartition des paiements et suivi financier

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché.

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- Produire un état de la consommation par lot, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande ;
- Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 90 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation pour chacun des deux lots.

L'avancement des prestations doit préalablement être accepté par l'acheteur, chargé du suivi de l'exécution du marché, avant toute émission d'une demande de paiement.

4.5.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Retenu de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Cautionnement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055- LA DEFENSE Cedex

4.5.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date (inclusive) de mise en paiement du principal et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 - LA DEFENSE Cedex

4.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

4.6.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché ;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- Le code SIRET de l'entreprise ;
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : FAC9450075
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- Le prix unitaire des prestations
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier

4.6.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Dans l'hypothèse où le candidat n'est pas soumis à la TVA en France ou est soumis à une TVA réduite ou exonéré de TVA, celui-ci annexe aux documents financiers produits au titre de son offre, une note justifiant du régime fiscal lui étant applicable dans le cadre de l'exécution du marché.

4.6.3 Monnaies

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

4.7 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures.

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 5 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

5.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain

du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de 100 euros / jours est appliquée, notamment si le titulaire ne fournit pas les licences dans le mois qui suit l'émission du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'y a pas de seuil d'exonération des pénalités de retard.

Montant des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Seuil d'exonération des pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

5.2 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas d'absence de fourniture d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) valable, le titulaire est redevable d'une pénalité de 1000 euros HT par mois d'absence de fourniture du document.

Article 6 - Régime des droits de propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS /articles 43 à 46 du CCAG-TIC / articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Le prix de la cession des droits est compris dans le prix du présent marché public.

Article 7 - Clauses techniques

7.1 Lot n°1 : Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif : Français-anglais

7.1.1 Contexte

Dans le cadre de ses missions, le secrétariat général au tunnel sous la Manche (STGM) est chargé de coordonner les activités des délégations françaises à la Commission intergouvernemental (CIG), au Comité de sécurité (CS) et autres réunions et groupes de travail binationaux. Toutes les réunions se tiennent dans les deux langues. Le SGTM organise en moyenne une trentaine de réunions par an avec interprètes.

7.1.2 Définition des missions

L'objectif du présent marché est de bénéficier d'une interprétation simultanée ou consécutive en anglais et en français, restituant fidèlement le message exprimé oralement et permettant d'assurer une communication

efficace à l'ensemble des participants. La qualité de la prestation d'interprétariat est jugée non seulement sur l'exactitude de la retranscription dans la langue donnée, aussi bien sur le fond que sur la forme, mais également sur le professionnalisme, la déontologie et le respect du principe de neutralité de l'intervenant.

Les prestations attendues prennent la forme d'interprétariat en simultané ou consécutif lors des réunions binationales, en présentiel ou en visioconférence. Les langues utilisées sont l'anglais et le français. Le nombre des participants à ces réunions varie entre 10 et 40 personnes. Des prestations de relecture, de transcription et d'aide à la rédaction peuvent, à la demande du pouvoir adjudicateur, compléter les prestations d'interprétariat en simultané ou consécutif.

A titre exceptionnel, une autre langue que l'anglais et le français peut être demandée au prestataire.

Les prestations d'interprétation peuvent se dérouler de la manière suivante :

- Interprétariat en présentiel s'effectue sur le lieu d'échange défini par le SGTM.
- Interprétariat par visioconférence s'effectue à distance par l'intermédiaire de moniteurs spécialisés. Les liens de connexion sont transmis au prestataire en amont de la réunion.

En règle générale, les réunions binationales ne débutent pas avant 9 heures et ne se poursuivent pas au-delà de 17 heures 30.

Est considérée comme vacation d'une journée complète, toute réunion ou ensemble de réunions d'une durée supérieure à 1 heure 30 sans excéder la durée de 7 heures (pauses comprises) qui sont tenues au cours de la même journée, quelles que soient les heures de début et de fin et quel que soit l'endroit.

Si deux réunions se tiennent au même endroit, le même jour, l'une le matin et l'autre l'après-midi, et ce, quel que soit le nombre de participants, le titulaire facture une vacation d'une journée complète avec deux interprètes.

Il peut également être demandé au titulaire de fournir au Secrétariat général au tunnel sous la Manche (SGTM) une aide à la relecture et/ou à la rédaction et/ou transcription. En règle générale, les réunions de travail pour lesquelles il est demandé une aide à la relecture et/ou rédaction et/ou transcription, ne dépassent pas une demie-journée et le nombre de participants est très faible (3 ou 4 personnes).

Les dates des réunions sont généralement connues plusieurs mois à l'avance. Un calendrier des réunions est élaboré par le SGTM et transmis au début de chaque mois au titulaire, afin que ce dernier puisse s'organiser. Toutefois, des réunions additionnelles peuvent être organisées et se greffer au calendrier initialement prévu. Dans ce cas-là, le SGTM s'engage à en informer sans tarder le titulaire du marché qui doit tout mettre en œuvre pour honorer la prestation.

Pour l'exécution des prestations, le titulaire doit faire preuve de toute la disponibilité nécessaire pour assister la personne publique. Le titulaire s'engage à participer à toute réunion à la demande de la personne publique et à répondre très rapidement à toute demande ponctuelle.

Lorsque le contenu des réunions l'exige, le titulaire doit être en mesure de mettre à la disposition du ministère de la Transition écologique, deux interprètes disposant de l'habilitation « Secret ». A défaut de disposer d'une telle habilitation, le titulaire doit s'engager à en faire la demande dans les meilleurs délais auprès de la préfecture compétente.

7.2 Lot n°2 : Fourniture de prestations d'interprétariat simultané ou consécutif : Français-italien

7.2.1 Contexte

Le 9 octobre 2009, la France et l'Italie ont signé un accord international définissant les modalités de mise en œuvre du service franco-italien d'Autoroute ferroviaire Alpine. Des échanges réguliers avec l'Italie ont ainsi lieu dans ce cadre et nécessitent des services d'interprétariat Français – Italien.

7.2.2 Définitions des missions

L'objectif du présent marché est de bénéficier d'une interprétation simultanée ou consécutive en italien et en français, restituant fidèlement le message exprimé oralement et permettant d'assurer une communication efficace à l'ensemble des participants. La qualité de la prestation d'interprétariat est jugée non seulement sur l'exactitude de la retranscription dans la langue donnée, aussi bien sur le fond que sur la forme, mais également sur le professionnalisme, la déontologie et le respect du principe de neutralité de l'intervenant.

Les prestations attendues prennent la forme d'interprétariat en simultané ou consécutif lors des réunions binationales en visioconférence. Les langues utilisées sont l'italien et le français. Le nombre des participants à ces réunions est en moyenne de 10 personnes.

Les prestations d'interprétation en simultané ou en consécutif par visioconférence s'effectuent à distance par l'intermédiaire de canaux spécialisés. Les liens de connexion et les canaux d'interprétariat sont fournis par le prestataire en amont de la réunion.

En règle générale, les réunions binationales relevant du lot 2 ne débutent pas avant 9 heures ou ne se terminent pas au-delà de 18 heures 30.

Les dates de réunion ne font pas l'objet d'un calendrier prévisionnel préétabli. L'acheteur s'engage à informer le plus tôt possible le titulaire du marché de la date d'une réunion. Le titulaire doit alors tout mettre en œuvre pour honorer la prestation.

Pour l'exécution des prestations, le titulaire doit faire preuve de toute la disponibilité nécessaire pour assister la personne publique. Le titulaire s'engage à participer à toute réunion à la demande de la personne publique et à répondre très rapidement à toute demande ponctuelle.

Lorsque le contenu des réunions l'exige, le titulaire doit être en mesure de mettre à la disposition du ministère de la Transition écologique, deux interprètes disposant de l'habilitation « Secret ». A défaut de disposer d'une telle habilitation, le titulaire doit s'engager à en faire la demande dans les meilleurs délais auprès de la préfecture compétente.

Article 8 - Dispositions diverses

8.1 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> (nouveau formulaire au 01/01/2024)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

L'acheteur n'exige pas certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire et toutes les tâches peuvent être sous-traitées

8.2 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

8.3 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par messagerie électronique.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit,

si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

8.4 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

8.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier un ou les lot(s) du marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Conformément au chapitre 7 du CCAG- PI, l'acheteur peut en outre résilier un ou les lot(s) du marché pour faute du titulaire, en cas de manquement grave et répété par le titulaire ou son sous-traitant, en cas de manquement aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-PI, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : non déclaration d'un conflit d'intérêts, survenance d'une situation de conflit d'intérêts.

Le marché public peut être résilié pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

8.6 L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

Le pôle ministériel en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à

la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR). Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Recours préalable au médiateur interne « RFAR »

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique.

A cet effet, la médiatrice interne du Ministère de la Transition écologique, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante : mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations de la médiatrice interne et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit la médiatrice interne, notifie à l'ensemble des parties et à la médiatrice interne que la médiation est terminée.

8.7 Différends

Le titulaire et l'acheteur s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, ils peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

8.8 Litiges et contentieux

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 9 - Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Identification du titulaire

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

Evaluation sur la qualité du service rendu

Le Titulaire est évalué par le Pouvoir Adjudicateur au terme du présent accord-cadre, sur l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

Cette évaluation est effectuée sur la base de la fiche d'évaluation annexée au présent CCP (Annexe 1).

Sur décision du Pouvoir Adjudicateur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Retour d'expérience

A l'issue des prestations d'interprétariat est organisé par un retour d'expérience sur le déroulé des dites prestations.

Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration

Le titulaire a interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- de cette information ;
- de la prestation de conseil réalisée ;
- du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des consultants.

Elle est accessible au lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

Prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, pourra se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des livrables qu'il a remis à l'acheteur, y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent marché, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent marché.

Article 10 - Dérogations au CCAG-FCS

Article 3.2.2 du CCP : Représentation du titulaire, composition de l'équipe et remplacement des intervenants : dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés, dans l'offre du titulaire.

Article 5.1 du CCP : Pénalités de retard dans l'exécution des prestations : dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS et dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

.